

M. Chrétien: Monsieur le Président, j'ai dit que j'avais déposé tous les documents qui étaient en la possession de M. Cohen et tous les autres relatifs à cette question, y compris certaines notes de service internes.

L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe): Madame le Président, tout à l'heure, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Lumley) a refusé de déposer immédiatement tous les documents que détient Devco à ce sujet. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien) peut-il nous assurer que tous les documents que possède Devco concernant cette affaire seront mis à la disposition des députés avant le débat de demain?

M. Chrétien: Madame le Président, je vais répéter la même réponse. Les documents pertinents ou en ma possession sont tous sur le bureau. Les députés de l'opposition devraient consulter s'ils tiennent à apprendre quelque chose. Tout est là, noir sur blanc. Qu'ils commencent par lire les documents au lieu de perdre leur temps à demander si j'ai déposé toutes les lettres qui ont été échangées et tous les articles qui ont paru sur cette affaire. Cela n'a aucune importance. Ils ont à leur disposition tous les documents que possède mon ministère. J'ai demandé à mes collaborateurs de fouiller dans tous les dossiers et tout ce qu'ils ont trouvé est sur le bureau. Jamais on n'a déposé autant de documentation. Tous les faits sont connus et il sera révélé que le but recherché, comme en 1965, est peut-être davantage de «tuer» des personnes que d'obtenir justice.

* * *

PÉTITIONS

M. MITGES—LES DROITS DE LA PERSONNE AU NICARAGUA

M. Gus Mitges (Grey-Simcoe): Madame le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition de la part de citoyens de la circonscription de Grey-Simcoe exprimant leur vive inquiétude devant la situation pénible dans laquelle se trouvent les citoyens du Nicaragua.

Tout comme les pétitionnaires, j'espère sincèrement que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) examinera plus attentivement les besoins et droits fondamentaux de ces citoyens démunis et terrorisés et leur viendra en aide par tous les moyens possibles pour leur assurer la protection dont ils ont besoin. Le gouvernement canadien doit établir un précédent en accordant son attention immédiate et son appui énergique aux citoyens du Nicaragua qui sont victimes d'atrocités aussi révoltantes.

M. SHIELDS—ON DEMANDE DES MESURES DE CRÉATION D'EMPLOI

M. Jack Shields (Athabasca): Madame le Président, j'ai le devoir de présenter une pétition au nom d'un certain nombre de mes électeurs de la circonscription d'Athabasca. La pétition, portant la signature de 84 habitants de Calling Lake et des environs, a pour but de demander au gouvernement fédéral d'examiner les initiatives de création d'emplois dans cette région qui est plongée dans un profond marasme.

Motions

Les pétitionnaires demandent donc au gouvernement de prendre des mesures immédiates afin de créer des emplois pour les habitants de la région où le taux de chômage dépasse 75 p. 100. Cette localité autochtone isolée est très durement frappée par la récession actuelle, et des mesures spéciales s'imposent pour améliorer la situation désespérée de ses habitants.

Madame le Président, les pétitionnaires formulent le souhait qu'après avoir examiné la pétition, vous la jugerez recevable, que vous conviendrez de l'urgence de leur requête et que vous userez des pouvoirs dont vous êtes investie pour en autoriser le débat le plus tôt possible et le renvoi au comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

M. DANTZER—ON DEMANDE LA POURSUITE DES OPÉRATIONS DE RECHERCHE ET DE SAUVETAGE

M. Vince Dantzer (Okanagan-Nord): Madame le Président, j'ai l'honneur de déposer une pétition portant la signature de 652 citoyens de Vernon (Colombie-Britannique) qui demandent la poursuite des opérations de sauvetage en vue de retrouver MM. Paul Sargeant et Jack Scott.

Le 8 février 1983, l'avion à bord duquel ces deux personnes avaient pris place s'est écrasé au cours d'un vol entre Castlegar et Vernon en Colombie-Britannique. Le 19 février 1983, l'équipe de sauvetage de l'armée de l'air a mis fin à ses recherches.

La pétition que voici témoigne de l'intérêt que l'affaire a suscité au sein de cette collectivité. J'ai également reçu à mon bureau des appels venant de Hamilton (Ontario) où MM. Scott et Sargeant étaient bien connus. Au nom des signataires, je prie le gouvernement canadien de bien vouloir étudier cette requête.

M. FRIESEN—LA PEINE CAPITALE

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord): Madame le Président, je saisis l'occasion d'exercer mon droit de parole en faveur de mes électeurs et je présente une pétition qui porte de nouveau sur la peine capitale. L'originalité de cette pétition n'est pas dans son objet, puisqu'il nous est arrivé, à nous tous, de transmettre ainsi les vœux de nos électeurs; elle tient plutôt au fait que l'auteur est une néo-Canadienne. Cette personne a voulu exercer ses droits de citoyen du Canada afin de promouvoir des idées qui lui tiennent à cœur et qu'elle juge importantes pour notre sécurité.

Je saisis donc avec plaisir l'occasion de m'exprimer au nom de cette Canadienne de nouvelle souche.

* * *

[Français]

LE BUDGET PRINCIPAL DES DÉPENSES DE 1983-1984

RENVOI AUX COMITÉS PERMANENTS

L'hon. Yvon Pinard (président du Conseil privé): Madame le Président, conformément aux dispositions de l'article 63 du Règlement, je propose: